



HAL
open science

Les ruraux

Yves Jean

► **To cite this version:**

Yves Jean. Les ruraux. Yves Jean; Michel Périgord. Géographie rurale, Armand Colin, 2017. hal-01700039

HAL Id: hal-01700039

<https://univ-poitiers.hal.science/hal-01700039>

Submitted on 6 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

3

Les ruraux

Yves Jean

Le rapport de la DATAR de 2003 consacré à la France rurale en 2020 invitait à regarder avec un œil neuf l'espace rural qui « cristallise les espoirs et inquiétudes de la société française » [DATAR, 2003]. De fait, les espaces ruraux connaissent de profondes mutations liées à la puissance de l'attraction qu'ils exercent sur les sociétés urbaines (solde migratoire positif). Il en résulte de nouveaux liens tissés avec les villes qui se traduisent par des évolutions économiques et fonctionnelles (espace résidentiel, de loisirs, de création de valeur ajoutée par l'agriculture, l'industrie, le tertiaire). Bruno Jean [1997] parle des nouveaux territoires de la ruralité pour le Québec afin d'analyser la ruralité comme objet sociologique mais également comme fait de société.

Depuis le milieu des années 1970, les espaces ruraux connaissent d'importantes mutations démographiques, sociales et culturelles, de degrés différents selon les trajectoires propres à chaque espace. Cette nouvelle situation favorise une complexification des dynamiques spatiales qui brouille les représentations anciennes des campagnes.

1. L'exode rural et les mobilités villes/campagnes (1800–1970)

Les campagnes du XVIII^e siècle restent globalement fidèles au modèle sédentaire, même si après 1760, les villageois élargissent leur horizon au-delà des deux ou trois lieux qui délimitent le « pays » [PUZELAT M., 1999]. Les migrations sont plus fréquentes et plus lointaines, favorisées par la mise en place d'une trame routière qui permet le début du désenclavement de certains espaces ruraux. Les maçons du Limousin qui fournissent la moitié des ouvriers du bâtiment à Paris illustrent ce changement dans les relations entre villes et campagnes.

L'exode rural est un phénomène qui se déroule sur 150 ans. Les premiers symptômes apparaissent dès le milieu du XIX^e siècle, confirmés par les recensements de population. Dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, J. Lévy et M. Lussault parlent d'une « migration des personnes de la campagne vers la ville, considérée comme exagérée ; c'est donc une notion très relative, et qui relève davantage de la politique, de l'idéologie ou de la polémique que de l'évaluation scientifique, laquelle se contentera de parler de migrations sans porter de jugement de valeur ». D. Noin [2005] souligne qu'au XIX^e siècle les campagnes sont marquées par une « mobilité habituelle » ou quotidienne. Des déplacements de courte durée, saisonniers, parfois pluriannuels caractérisent les populations les plus pauvres des campagnes ce qui conduit à relativiser l'image d'une sédentarité rurale. Ces mobilités ont pour finalité de capter des revenus supplémentaires afin de conforter le maintien au village de la famille [DUPAQUIER J.]. Ces migrations sont à différencier de l'exode rural et agricole qui débute en 1830 et prend son essor après 1850, qui se traduit par une déterritorialisation de milliers d'actifs.

La ruralisation de l'industrie avait ajourné les migrations rurales en diffusant le travail sur l'ensemble du territoire. C'est la crise de 1847-1852 qui favorise une intensification de l'exode en

provoquant le départ des travailleurs temporaires, des artisans sans commandes et également des individus les plus démunis, donc les plus pauvres. Si l'exode débute vers 1830¹, à partir de 1850, le mouvement s'amplifie : 580 000 départs entre 1851 et 1856, l'exode concernant 1 700 000 personnes de 1851 à 1881, et le phénomène s'accélère pendant la période de crise à la fin du XIX^e siècle.

Cet exode résulte d'un excédent de population rurale lié à de multiples facteurs comme le recul des petites industries locales. Il s'accélère à partir de 1870, consécutivement aux nombreuses crises sectorielles : celle du phylloxéra, celle de la maladie de l'encre qui frappe les châtaigneraies, celle de la pébrine qui ravage les régions de sériciculture. Parallèlement, les progrès de l'élevage (moins gourmand en main-d'œuvre), l'attractivité des villes, l'essor des industries, le service militaire (qui fait découvrir la ville), les avantages du salariat pour les jeunes ruraux et les transports ferroviaires (qui se développent), facilitent les déplacements. En 1820, la population est à 80 % rurale, l'économie est essentiellement agricole, la transition démographique est à l'œuvre, provoquant des accumulations humaines dans les campagnes [BOUET G., 1979]. Ce maximum démographique provoque un émiettement des propriétés et du parcellaire lié à l'égalité des enfants au moment des partages successoraux. C'est la révolution industrielle qui favorise les migrations des ruraux vers les banlieues industrielles ou les régions minières. La conjoncture économique avec ses besoins en hommes pour les activités industrielles et le maillage du territoire par les transports ferroviaires favorise l'exode rural au moment où les débuts de la mécanisation de l'agriculture libèrent de la force de travail. Ces migrants partent contraints pour les uns, fascinés par la ville pour les autres, tous espérant acquérir une meilleure position sociale, accéder à des services (éducation) ou encore des loisirs. Et pourtant, les républicains parisiens, à l'origine de la III^e République, nourrissaient un profond mépris pour ces populations paysannes tout juste capables d'élire « une assemblée potagère ».

Jusqu'en 1852, l'exode bénéficie aux régions de départ, favorisant des progrès techniques croissants. Les migrations rurales permettent de réduire la pression démographique des campagnes. Le caractère des migrations change après 1860 : la main-d'œuvre se raréfie et l'exode pénalise les régions de départ. M. Levy-Boyer relève que ceux qui partent sont le plus souvent les ouvriers ruraux, travailleurs de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel². Il s'agit plus d'un exode rural que d'un exode agricole ; il se traduit par un renforcement du poids des paysans dans les sociétés rurales. La main-d'œuvre salariée agricole s'étant raréfiée, elle devient plus exigeante sur les conditions de travail, obtenant, toutes choses égales par ailleurs, des augmentations de salaires significatives.

À partir de 1860, l'exode est lié à « l'appel de la ville », facilité par le développement des voies de communications. Les départs de la main-d'œuvre s'effectuent de plus en plus par appel des régions ou départements où les salaires sont plus élevés que la moyenne nationale, comme le Bassin parisien (+ 20 à 30 %) et les régions où l'industrialisation se développe. C'est à cette époque que le processus d'industrialisation devient discriminant et participe à l'aggravation des écarts régionaux.

¹ Il y a 360 000 départs dénombrés entre 1831 et 1841, et 430 000 entre 1841 et 1851.

² « *La mécanisation du tissage et sa concentration en ville (1865-1875) ont rompu la complémentarité qui existait entre l'industrie rurale et l'industrie* ». Il s'agit souvent d'anciens enfants de paysans en surnombre que l'industrie rurale avait temporairement retenus, mais qui étaient issus de l'agriculture.

Concernant l'exode rural au XIX^e siècle, H. Mendras [1981] indique que « le départ des notables, nobles et bourgeois faisant tomber la clé de voûte de la société villageoise, celle-ci perdait son sens en perdant son modèle supérieur. Il en résultait que toute la société se trouvait dorénavant centrée sur le groupe le plus nombreux, celui des paysans ». Ainsi, l'exode, plus rural qu'agricole au XIX^e siècle, renforce la domination des paysans sur la société rurale, favorisant la perception de l'adéquation entre agricole et rural.

Jusqu'en 1935, l'exode rural entraîne une baisse du nombre d'actifs et des terres cultivées dans les régions proches de Paris, ainsi qu'une stagnation de la productivité. Dans ces régions où la main-d'œuvre est limitée, dès 1920, de nouvelles méthodes de culture sont introduites et les machines à moteur commencent à être utilisées. Dans les autres régions, les surfaces agricoles utilisées et la main-d'œuvre suivent des mouvements parallèles : elles augmentent quelques années avant la guerre de 1914, puis elles reculent jusqu'en 1935. La dispersion du rapport terre/travail reflète l'évolution des disparités liées à l'inégalité de la pression démographique.

De la fin du XIX^e siècle à 1950 les représentations dominantes insistent sur l'opposition entre la ville et la campagne en s'appuyant sur les clivages entre la vocation industrielle et tertiaire de la ville, *la société industrielle* de R. Aron et *l'ordre éternel des champs* de Maspétiol. Les campagnes se caractérisent par le dépeuplement, la lenteur du développement des progrès techniques et le maintien de l'exploitation familiale. La ville est caractérisée par le changement, les innovations, par une structure de classe et la recherche du profit, alors que la campagne, marquée par des structures unitaires, familiales, villageoises du « monde agricole » où priment le patrimoine et la recherche du statut social, reste fidèle aux traditions. Les notables servent de médiateurs entre ces deux mondes. Les évolutions différenciées constatées dans les villes et les campagnes sont solidaires car elles sont consécutives d'une accentuation de l'inscription dans l'espace de la division sociale du travail.

De 1950 à 1970, ce sont 300 000 personnes par an qui alimentent le flux de l'exode rural, provoquant l'abandon des régions de moyenne montagne (boisements artificiels), la désagrégation du tissu social, le vieillissement, l'isolement. En 2000, le petit-fils revient s'installer sur une partie de la propriété familiale et les nouvelles réalités résidentielles (principales, secondaires), liées à la mobilité, la multi-appartenance spatiale pour certaines catégories sociales, ont eu raison de la fracture rural/urbain.

2. Un renouveau rural inégal et fragile depuis 1970

À partir de 1856, pour la statistique, la séparation entre commune rurale et urbaine est fondée sur la continuité du bâti et un seuil de population agglomérée de 2 000 habitants. Cette délimitation de l'espace rural, héritée du Second Empire, reste inchangée malgré les critiques croissantes liées aux mutations démographiques et économiques des espaces ruraux. En 1962, l'INSEE délimite des *Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU)* pour mieux décrire les dynamiques économiques différenciées entre les communes rurales sous influence urbaine et celles hors influence urbaine, assimilées à un rural agricole. Les limites des ZPIU sont redessinées après chaque recensement de population, et en 1990, elles représentent les trois quarts de l'espace métropolitain rassemblant 96,3 % de la population ! La baisse de l'emploi agricole, le déclin des activités industrielles et le développement des mobilités liées aux déplacements entre le lieu d'habitat et le lieu de travail expliquent l'expansion des ZPIU. En 1996, l'INSEE met en place le Zonage en aires urbaines (ZAU), nomenclature qui donne une nouvelle définition de la ville, du périurbain et de façon résiduelle, de *l'espace à dominante rurale*. Cette typologie répartit les

communes rurales en diverses catégories.

L'espace à dominante rurale

L'espace à dominante rurale représente l'ensemble des communes ou petites unités urbaines n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine. Il comprend quatre types d'espaces :

- le rural sous faible influence urbaine (8 800 communes), 20 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans une aire urbaine ;
- 335 pôles ruraux (594 communes) ayant 2 000 emplois ou plus, et dont le nombre d'emplois est supérieur au nombre d'actifs résidents ;
- la périphérie des pôles ruraux (2 935 communes), dont 20 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans un pôle rural ;
- le rural isolé (10 918 communes) n'étant ni sous influence urbaine ni à la périphérie des pôles ruraux.

Source : Insee, *Définition du Zonage en Aire Urbaines*, Th. Le Jeannic, 1996

Ainsi, jusqu'en 1950-1960, la France se caractérise par une grande masse de paysans (27 % des actifs en 1954, soit 8 millions de personnes). Jusqu'au milieu des années 1970, l'exode rural est d'actualité [GUERMOND Y., 2001]³, les campagnes continuent à perdre des habitants, les déséquilibres démographiques s'accroissent. À partir de 1975-1980, les mouvements migratoires changent, provoquant l'étalement urbain et la constitution d'un tiers espace : l'espace périurbain. Jusqu'en 1990, le dynamisme démographique de la France métropolitaine concernait surtout les périphéries urbaines ; depuis cette période, tous les types d'espaces bénéficient d'une progression du nombre d'habitants. Ainsi, entre 1990 et 1999, la croissance de la population concerne le littoral atlantique, le grand sud-est du pays, les alentours de Toulouse, l'Alsace et le grand Bassin parisien. Les mouvements migratoires sont devenus excédentaires dans les espaces ruraux, y compris dans des zones rurales quelquefois très éloignées des villes, compensant souvent le déficit naturel.

Population de la France métropolitaine en 2006

Population 2006

Part de la population (%)

Part de la superficie (%)

Densité (habitants au Km²)

Taux de variation annuel 1982-1999

Taux de variation annuel 1999-2006

Variation annuelle (en habitants par an)

Pôles urbains

36 947 569

60,2

8,1

840

0,3

³ GUERMOND (Y.), 2001, *Territoire et aménagement*, Atlas de France, dir. Saint-Julien T., volume n° 14, 144 p, La Documentation Française.

0,5
177 245
dont villes-centres
17 035 009

27,7

2,7

1154

0,0

0,3

52 807

dont banlieues

19 912 560

32,5

5,4

681

0,6

0,6

124 438

Périurbain

13 389 108

21,8

33,0

74

1,2

1,3

161 685

TOTAL ESPACE A DOMINANTE URBAINE

50 336 677

82,0

41,1

225

0,5

0,7

338 930

TOTAL ESPACE A DOMINANTE RURALE

11 062 864

18,0

58,9

35

0,0

0,7

72 334

FRANCE METROPOLITAINE

61 399 541

100,0

100,0

113

0,4
0,7
411 264

Source : Insee, recensement de la population de 2006

[rp]

[img P041-001-V.pdf.jpg] *Apport migratoire dans l'espace à dominante rurale*

[rp]

[img P042-001-V.pdf.jpg] *Apport migratoire dans l'espace à dominante rurale*

[img P042-002-V.pdf.jpg] *Variation de population dans l'espace à dominante rurale*

La répartition de la population française résulte de l'histoire économique depuis le XIX^e siècle (industrialisation, exode rural, urbanisation et depuis 1965 périurbanisation et désindustrialisation). Les résultats de l'INSEE de la deuxième enquête annuelle de recensement pour 2004 et 2005 [MOREL B., REDOR P., 2006] et ceux du recensement de 2006 confirment la croissance démographique dans les régions du Sud et de l'Ouest en raison de leur forte attractivité. Cinq régions associent un excédent naturel et un excédent migratoire : Alsace, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire et Bretagne ; la décroissance de la population est atténuée en Champagne-Ardenne et la reprise de la croissance est confirmée pour le Massif central, l'Auvergne et le Limousin.

[img P043-001-V.pdf.jpg]

Graphique de la variation de population

À la longue période de déclin démographique commencée vers 1850 succède une autre, de stagnation, comprise entre 1982 et 1999. Depuis, la population rurale augmente au rythme de + 0,7 % par an, à l'instar de l'ensemble de la population française. Si l'étalement urbain se poursuit et s'étend depuis 1999, il se double d'une accélération de la croissance démographique dans l'ensemble de l'espace à dominante rurale. Selon l'INSEE, ce renouveau démographique de l'ensemble des espaces ruraux s'explique par un double phénomène : d'une part, la réduction des zones de désertification due à la récente hausse de la fécondité et à la baisse permanente de la mortalité, et, d'autre part, l'extension des espaces dont la population croît rapidement⁴.

Comme l'écrivent B. Morel et P. Redor, « en définitive, la périurbanisation continue de représenter la contribution la plus forte à la croissance de la population [...] mais c'est au sein de l'espace rural, dans les zones attractives les moins denses et de plus en plus loin des zones d'influence des villes, que l'accélération de la croissance démographique est la plus sensible »

⁴ Source : INSEE, Recensement de la population de 2006, *La croissance retrouvée des espaces ruraux et des grandes villes*.

[MOREL.B., REDOR P., 2006]. Selon une enquête Inra/Credoc de 2001, l'espace rural attire les résidents des villes : un peu plus du quart des citadins déclarent avoir l'intention d'aller habiter à la campagne. Ce renouveau démographique correspond à un regain nuancé et différencié : en Vienne (86), les résultats du recensement de 2006 révèlent une diminution de la « population municipale » par rapport à la « population sans double compte » de 1999, et ce, dans de nombreuses communes rurales du Loudunais, du Montmorillonnais ou encore du Civraisien qui avaient enregistré une progression entre 1982 et 1999.

3. La recomposition sociale

Depuis 1965, les dynamiques des populations invitent à reconnaître de nouvelles configurations démographiques : entre les années 1960 et les années 1999, le poids des ménages agricoles est passé de 33 % à 7 %, celui des artisans et commerçants reste quasiment stable autour de 6 à 7 %, celui des ouvriers et employés a progressé légèrement de 25 % à 28 % (entre 1960 et 1990), lors de l'industrialisation des campagnes, puis décroît pour représenter 20 % des ménages en 1999 ; la catégorie des cadres moyens et supérieurs progresse de façon très significative de 4 % en 1962 à 15 % en 1990 et 20 % en 1999, reflet d'un bouleversement sociologique très rapide des sociétés locales.

[rp]

Évolution de la composition des ménages ruraux entre 1962 et 1999 (en %)

1962

1990

1999

Agriculteurs et salariés agricoles

33,8

9,9

7

Artisans – Commerçants

8,8

6,9

6

Cadres moyens et supérieurs

3,9

14,9

20

Employés et ouvriers

25,0

27,6

24

Retraités

28,5

40,7

43

Total

100

100

100

Source : INSEE, RGP de 1962, 1990, 1999

Le recul des ménages agricoles s'accompagne d'une surreprésentation des ouvriers et des retraités. Les ouvriers représentent presque 40 % de la population active non agricole de l'espace rural, quatre fois plus nombreux que les agriculteurs !

Cette mutation accélérée de la composition sociale des espaces ruraux ne s'effectue pas dans tous les espaces de faible densité au même rythme ou avec la même intensité, ce qui explique la grande diversité des réalités sociales des campagnes actuelles. L'analyse de la mobilité et des espaces vécus des ruraux permet de distinguer trois catégories d'habitants, de ceux qui sont captifs à ceux qui ont un pied à la campagne et un pied en ville :

– les populations marginalisées par le système économique, parfois la majorité de la population : petits producteurs, salariés de l'industrie, qui ont comme espace d'identification et de reconnaissance sociale le village. Ils sont souvent en état de fragilité économique, préoccupés par leur avenir, ils disposent de peu de temps et de disponibilité pour participer à des formes de vie culturelle. Parmi ce premier groupe, l'on trouve également les pauvres, personnes jeunes ou âgées, dont l'espace vécu est parfois plus réduit que la commune (absence de mobilité, faiblesse des moyens d'existence, peu de participation à la vie locale) ;

– les actifs, qu'ils soient agriculteurs, artisans, commerçants ou salariés, sont mobiles et leurs territorialités vont de la commune à l'espace environnant (bassin de vie et/ou micro-région, ville proche). Un des critères de différenciation interne de cette catégorie est lié au travail de la femme. Ces actifs contribuent à redonner vie à des formes culturelles traditionnelles facilitant une évolution de l'identité locale ;

– les praticiens de la qualité de vie que sont les retraités avec des revenus suffisants, les touristes, les personnes possédant une résidence secondaire, les actifs avec une grande liberté professionnelle tels les cadres moyens et supérieurs ou les professions intellectuelles et libérales. Deux différences marquent ce groupe : ils participent le plus souvent, par leur statut social et économique, à la culture dominante, et ils ont choisi leur lieu d'habitat, ce qui n'est pas le cas des deux premiers groupes. Nombreux sont ceux qui manifestent un grand intérêt pour le milieu qu'ils ont choisi, et ils cherchent à s'identifier au territoire d'accueil en s'intéressant aux aspects de la vie locale : langage, coutumes, activités ludiques, usages des travaux d'autrefois.

La commune rurale est devenue un espace complexe, aux populations diverses : aux couches traditionnelles de petits producteurs, agriculteurs, artisans, commerçants, salariés des petites entreprises, viennent s'ajouter de nouveaux habitants à l'instar des retraités du milieu urbain, des cadres travaillant en ville et résidant à la campagne, des migrants arrivant des pays anglo-saxons. Pour les jeunes de 18 à 25 ans, M. Gambino [2008] montre qu'il est possible de repérer trois types de rapports au rural et à la ville.

– Pour un premier groupe de jeunes, le moins scolarisé, le rural est perçu comme un piège, c'est le caractère agricole qui est mis en exergue ainsi qu'une image dévalorisante, de manque de services publics et d'activités culturelles par rapport à la ville. Les jeunes qui travaillent sur place ont des pratiques de sociabilité intenses, entre amis, construites à partir des sorties et du sport. Cette territorialité banale repose sur une interconnaissance parfois mal vécue.

– Le deuxième groupe qualifie de façon positive le rural à partir d'une représentation valorisant

la nature, c'est un espace perçu comme protecteur. Leur territorialité discrète, alternante, combine les lieux liés aux loisirs, parfois en ville, ceux pratiqués avec les amis, les voisins. Ils valorisent, dans la sphère privée, chaque lieu de vie, que ce soit à la ville ou à la campagne. Ces jeunes adultes, issus de la classe moyenne, poursuivent des études.

– Le troisième groupe dispose d'un fort capital culturel et définit le rural comme un cadre de vie. La trajectoire sociale de ces jeunes est favorisée par l'éducation et la famille. Ils sont porteurs de valeurs, actifs dans la vie publique, leur projet de vie repose sur le travail et le couple.

Ainsi, les communes rurales sont habitées par des personnes dont les conditions de vie, de revenus, de besoins, de modes d'identification et d'expression culturelle et d'imaginaires relèvent d'itinéraires très différents. Aujourd'hui, la commune rurale est un lieu de vie qui peut être un lieu de rencontre reposant sur une grande mixité sociale, source d'urbanité et de citoyenneté.

4. Des campagnes résidentielles : influence des représentations de la ville et de la campagne

Au cours des années 1950, la population active habitait à proximité de son lieu de travail, entraînant une forte relation entre la localisation de l'emploi et la population résidente. En 2009, les actifs sont mobiles avec la séparation croissante entre les lieux de travail, de plus en plus concentrés, et les lieux d'habitat de plus en plus diffus. Ce divorce s'est creusé depuis 20 ans, accentuant le phénomène de renouvellement des populations, inégal dans l'espace et dans le temps, mais la logique résidentielle devient dominante par rapport à la logique de production ; les activités productives elles-mêmes sont de plus en plus induites par l'évolution de l'habitat. L'attrait des espaces ruraux repose sur des facteurs économiques (faible coût du foncier, du bâti, de la pression fiscale), une plus grande facilité de déplacements et sur des facteurs psychosociologiques. Depuis la fin des années 1960, les changements de perception de la ville et de la campagne influent sur le choix des ménages avec, d'une part, « la crise » de la ville, perçue comme un lieu d'oppression (saturée, polluée, inhumaine, bruyante, congestionnée), et, d'autre part, le fait que soient associées aux espaces ruraux les valeurs de solidarité (tradition, écologie, authenticité, nature, qualité de vie, convivialité). Cette représentation dichotomique a été renforcée depuis quelques années par ce qu'il est convenu d'appeler la « crise des banlieues ». Dans une civilisation urbaine, cette mythification de la ruralité donne l'impression d'un retour aux racines, dans une France qui était à demi-rurale en 1945. La problématique du rural perçu comme un cadre de vie est de plus en plus centrale, entraînant parfois des incompréhensions, des oppositions, voire des conflits entre certaines activités économiques (agriculture, agroalimentaire, industrie, tourisme) et la fonction résidentielle des campagnes.

Les ménages effectuent leurs choix en intégrant l'accessibilité aux équipements, aux services publics, privés, en particulier aux équipements scolaires et de santé. La mobilité est devenue une caractéristique des ruraux : mobilité quotidienne entre le lieu d'habitat et le lieu de travail, mobilité hebdomadaire avec la bi-appartenance résidentielle pour certaines catégories socioprofessionnelles, mobilités touristiques favorisées par le développement du temps libre, mobilité variable selon les âges de la vie et le genre.

5. De nouvelles mobilités

Les mobilités constatées depuis la fin des années 1970 reflètent selon B. Hervieu [1993] « le

passage de sociétés rurales structurées par les paradigmes patrimoniaux à des sociétés organisées selon des paradigmes fondés sur la mobilité ».

Les recensements successifs de la population confirment le rôle déterminant joué par les phénomènes migratoires pour expliquer cette inversion « historique » de l'exode, des villes vers la campagne. L'arrivée soutenue de nouvelles populations moins âgées, avec un niveau de formation souvent élevé et caractérisées par une origine urbaine induit de nouvelles pratiques et de nouvelles demandes en particulier pour les services publics. Déjà en 1992, l'INSEE Limousin relatait l'expérience suivante : « Huit heures, un lundi matin de septembre, Alain parcourt au guidon de sa moto la route qui épouse le tracé de la vallée de la Vienne. Inspecteur des Impôts, il vient – à sa demande – d'obtenir un poste à Limoges. La journée qui commence est tout à la fois un aboutissement et un défi. Le trafic est clairsemé, sous le casque, Alain savoure ces instants de quiétude et de plaisir. Il revit l'installation de sa famille dans cette vieille demeure de caractère, d'un hameau de Saint Priest-Taurion. Bien sûr, il faudra la rénover, la rendre plus fonctionnelle tout en préservant son authenticité » [MALLEMANCHE C., MALMARTEL A., 1992].

En novembre 1999, Mairie-conseils⁵ réalisait une enquête révélant que plus de 71 % des nouveaux habitants des espaces ruraux sont d'origine urbaine, souvent de villes proches, situées dans le département ; ces nouveaux habitants sont avant tout des couples (plus de 87 %), majoritairement avec enfants. D'origine urbaine, l'installation en milieu rural résulte surtout d'un choix de vie. Parmi les nouveaux habitants, il faut noter la part significative des retraités, ceux qui « reviennent au pays » mais également des personnes âgées non originaires de la région. Enfin, des citadins en difficulté, plus ou moins fragilisés (chômeurs, contrats précaires) semblent se replier à la campagne. Les élus d'espaces ruraux accueillent positivement les nouveaux habitants dont l'installation suscite de nouveaux besoins, en particulier dans le domaine scolaire et périscolaire. La présence de nombreux enfants parmi ces migrants induit une augmentation des effectifs scolaires entraînant parfois des surcharges d'élèves dans des classes, mais également des demandes de garde (pré et post-scolaire). De façon générale, les demandes nouvelles concernent les services à la petite enfance et à l'enfance ainsi que les activités sportives et culturelles, ce qui renvoie à des lacunes anciennes des espaces ruraux [MAIRIE-CONSEILS, 2005]. Une nouvelle forme de migration se développe avec l'arrivée d'habitants issus du nord de l'Europe et qui s'installent dans des espaces de faible densité. Ainsi, en 1999, 75 000 Britanniques se sont installés en France, soit une augmentation de 50 % par rapport au recensement de 1990. On observe une présence renforcée dans l'Ouest, en Bretagne, Basse-Normandie et également dans le Sud-Ouest où ils atteignent jusqu'à 2 % de la population de Dordogne. Même si ce pourcentage est faible, il révèle de nouvelles tendances à l'échelle européenne. Le quart Nord-Est de la France et l'Auvergne restent les zones peu investies par les Britanniques. Face à une vie perçue comme trop stressante, de nombreux Britanniques s'installent à la campagne car ils recherchent de l'espace, un environnement naturel préservé, calme, plus sain, la qualité de vie (gastronomie et vie paisible). Les nombreuses liaisons aériennes à bas prix avec Londres et le prix de l'immobilier favorisent souvent la localisation dans des espaces de faible densité. En Poitou-Charentes, la moitié des Britanniques qui achètent ont de la famille ou des amis déjà propriétaires dans des espaces ruraux tels le Civraisien, le Ruffécois ou le Mellois ; ce sont souvent des jeunes de 30-40 ans qui s'installent à la suite de leurs parents de 50-70 ans. Dans le Pays de Civray

⁵ Dans le cadre des missions d'intérêt général de la Caisse des Dépôts, le service *Mairie-conseils* est destiné aux élus des communes, communautés de communes et d'agglomération, pays, syndicats mixtes.

(cantons de Gençay, Couhé, Civray et Charroux), en 2004, les Britanniques représentent 10 % de la population mais ce poids démographique varie beaucoup selon les zones géographiques du Poitou. Ils participent à l'élargissement des espaces de mobilités, d'un lieu à l'autre, entre la France et l'Angleterre ou les Pays-Bas. Cette migration organisée par les réseaux d'agences immobilières spécialisées, les réseaux familiaux, professionnels, est facilitée par la multiplication des relations aériennes à partir des petits aéroports des villes chef-lieu de département.

Cette arrivée de nouveaux habitants favorise parfois des tensions entre voisins qui se cristallisent autour de trois thèmes :

- l'accès au foncier bâti ou non et la maîtrise de l'usage de la terre ;
- les conflits d'usage entre ruraux « autochtones » et nouveaux arrivants ayant une représentation plus urbaine de l'usage de la campagne, exprimée par la valorisation du patrimoine (architecture, paysages, savoir-faire) ;
- le contrôle associatif et politique de cet espace. Ces nouveaux habitants participent à la multiplication des territorialités des ruraux, articulant de façon nouvelle les liens entre ville et campagne, créant de nouveaux réseaux, à d'autres échelles, du local à l'europpéen.

6. Le bouleversement du socle culturel

La terre a longtemps été le cadre du travail, des relations et de la production : les principales ressources provenaient de l'exploitation du sol et du sous-sol. À ces terroirs productifs et nourriciers, se substituent de nouvelles fonctions et de nouvelles images : un espace rural synonyme de lieu de résidence, de loisirs, de détente, et, en complément, un lieu d'emploi créateur de richesses. Traditionnellement, chaque société locale était pourvue d'une culture spécifique, d'un patois, de coutumes, de relations de voisinage, d'une vie collective très fortement influencée par les agriculteurs, homogénéisant ces communautés. L'éclatement des sociétés rurales, au cours des dernières décennies, affecte le sentiment d'identification et l'identité locale. L'activité est devenue immatérielle : le rapport aux différents socles sur lesquels s'édifient les sociétés humaines, en particulier la terre, devient lointain, bouleversant les repères des populations rurales.

Jusque dans les années 1955, les sociétés rurales étaient pourvues d'une culture propre, de coutumes spécifiques, de relations de voisinage et d'une vie collective très fortement influencées par le monde paysan, ce qui leur donnait une homogénéité souvent révélée par un type paysager, un type d'habitat et d'architecture. Cette relative uniformité des comportements variait par micro-région, selon la diversité des systèmes agraires : cela permettait une organisation simple des services, qui étaient localisés dans chaque commune selon un principe de proximité géographique.

Depuis cette période, les mutations démographiques, fonctionnelles et culturelles [JEAN Y., 1997] ont bouleversé les situations spatiales et sociales des campagnes, entraînant une grande diversité géographique.

7. L'évolution des modèles explicatifs

Les représentations de la ruralité et de l'urbanité qui dominent dans les sphères politiques et dans la société civile agissent sur les pratiques spatiales des individus, en particulier pour leur choix de résidence. Nicole Mathieu [1990] rappelle que depuis les années 1950, plusieurs modèles

explicatifs ont dominé pour analyser les transformations des espaces ruraux et les relations spatiales villes/campagnes. Les années 1950 sont dominées par une conception contradictoire des rapports villes/campagnes, selon une conception hégélienne et marxiste de la ville et de la campagne qui structure l'analyse. La campagne était définie par la notion de milieu naturel, support de la production agricole ; la ville, milieu technique, échappait à la nature, c'était l'espace des activités industrielles et tertiaires. Ces deux entités spécifiques, fortement clivées, symbolisées par le paysan et le citoyen, entretenaient des relations asymétriques, la ville dominant la campagne.

L'opposition rural/urbain des années 1950 laisse la place au fil des années 1960 à un modèle reposant sur la fin du rural par l'urbanisation des campagnes. Lors de cette période de généralisation du fordisme et de très forte croissance du PIB mais également du niveau de vie des ménages, l'extension des villes semble être une véritable loi du développement spatial mettant fin aux conceptions précédentes. Ce modèle repose sur la notion de *continuum* urbain et analyse les processus de diffusion du mode de vie urbain dans les espaces ruraux. La seconde révolution agricole, la motorisation et l'introduction du progrès technique à fort coefficient de capital dans l'agriculture, accompagné du développement de l'emploi non agricole, réduisent les différences mises en exergue lors de la décennie précédente.

Ainsi, à la fin des années 1960, la pensée dominante repose sur la rationalisation économique⁶, la concentration et l'urbanisation des campagnes, ce qui devait entraîner leur disparition. Cette conception d'un espace rural résiduel a abouti fort logiquement à une politique de normalisation des services et, en particulier, au début du processus de fermeture des services publics en milieu rural.

À nouveau, au cours des années 1970, les géographes mettent l'accent sur les relations de domination de la ville sur la campagne. Les campagnes risquent la « marginalisation » la « dévitalisation », voire la « désertification »⁷, certains auteurs utilisent le modèle explicatif centre/périphérie pour comprendre les rapports entre les pays développés et les pays sous-développés, pour analyser les relations entre la ville et la campagne. Si la campagne est l'oubliée des politiques publiques lors des années 1960, c'est parce qu'elle était considérée comme un espace résiduel en voie de disparition. Au cours des années 1970 la campagne fait l'objet d'une attention nouvelle avec les politiques d'aménagement rural et le soutien aux « zones rurales les plus défavorisées ». Le renversement idéologique a influencé les décideurs publics. Au cours de cette décennie, un renouveau des recherches rurales commence, marqué par le passage de la géographie agraire à la géographie rurale. La création en 1974 de l'Association des ruralistes français (ARF), symbolise cette volonté de faire une nouvelle géographie rurale, reposant sur une double interdisciplinarité, entre sciences sociales, chercheurs et acteurs.

Des années 1980 au milieu des années 1990, nous sommes en présence de deux systèmes

⁶ Les années 1950-1960 sont dominées par la pensée classique de l'économie, puis les années 1970-1985 voient le développement d'un courant marxiste, qui déplace les débats théoriques concernant l'objet de l'économie rurale, vers l'étude des rapports sociaux dans la sphère de production agricole. Lieu d'enjeux théoriques et politiques, l'économie rurale devient une science sociale. Sur ce point, se référer à l'article d'Yves Jean, *Le point de vue de l'économiste : de l'économie agricole, à l'économie rurale*, in *La société agricole de la Vienne aux XIX^e et XX^e siècles* sous la direction de Chauvaud F., Geste éditions, 2001.

⁷ Cf. le numéro spécial de la revue *Autrement* en 1978.

explicatifs, diamétralement opposés [JEAN Y., 1997]. Les différentes publications concernant les campagnes soulignent cette opposition à travers les termes utilisés, révélateurs des éléments du réel qui sont mis en exergue et qui reflètent une divergence profonde entre les deux conceptions des dynamiques rurales⁸. Roger Béteille [1994] parle de *crise rurale* et d'apparente croissance rurale, de déséquilibres démographiques accentués, de chômage et de marginalisation : il insiste sur l'ensemble des éléments négatifs de l'évolution récente des espaces ruraux en soulignant les difficultés rencontrées sur le plan démographique, économique et social. À l'opposé, Bernard Kayser parle de *renaissance rurale* [1989], de ruralité choisie [1996], de reprise démographique confirmée et de recomposition démographique et sociale en mettant l'accent sur les éléments nouveaux des dynamiques rurales. Il n'ignore pas les facteurs de crise et les contraintes macro-économiques mais il met en exergue les nouvelles possibilités de développement liées, en particulier, à l'arrivée de nouvelles activités économiques et de nouveaux habitants.

Lors des années 1990, un nouveau modèle domine, le rural se recharge de la notion de nature, qui n'est plus le simple support de l'activité agricole comme dans les années 1950 mais une nature pluridimensionnelle qui articule l'écosystème avec les usages du sol, en lien avec la montée des approches environnementales. La notion de paysage produit une esthétique de la ruralité à l'origine de la patrimonialisation des paysages qu'il convient de labelliser en tant que biens collectifs. Cette conception renvoie à un mode de vie et d'habiter singuliers, aux sources de la renaissance du lien social mis à mal en ville.

Cependant, malgré le renouveau démographique rural, deux conceptions s'opposent à nouveau en géographie : d'une part, celle des auteurs qui mettent l'accent sur des campagnes figures singulières de l'urbain [LEVY J., 2001], d'un espace rural sous influence urbaine dont l'attraction urbaine conduit à l'intégration du fait de la généralisation des mobilités, de la pluri-appartenance résidentielle et de la diffusion des modes de vies urbains ; d'autre part, celle de ceux qui réaffirment la spécificité de cet espace, articulé de façon nouvelle à la ville, mais disposant de caractéristiques propres (faibles densités, habitat individuel, dispersion de l'habitat, importance des petits producteurs, prégnance des paysages), modèle reposant sur la complémentarité entre les deux entités ville et campagne et régulé par des rationalités spécifiques et des façons de penser le monde singulières.

Conclusion

Une nouvelle approche géographique mériterait d'être développée, dont le point de départ serait l'analyse des itinéraires spatiaux et sociaux des ruraux au fil de leur histoire de vie, en analysant leurs représentations et leurs pratiques des lieux, après avoir choisi cinq ou six types d'espaces ruraux représentatifs de la diversité socio-spatiale de la ruralité. Cette socio-géographie globale permettrait d'éclairer les actuelles relations des ruraux entre eux et dans leurs relations avec les habitants d'espaces différents. Cette approche pourrait privilégier les rapports aux lieux : ceux de la quotidienneté comme la fréquentation de l'école, ceux fréquentés dans le cadre de responsabilités professionnelles, syndicales, associatives, politiques, ainsi que les lieux de loisirs

⁸ N. Mathieu souligne à juste titre que les mots géographiques ont un voire plusieurs sens. Elle relève l'ambiguïté des mots en s'interrogeant sur « comment utiliser des mots qui ont à la fois une valeur scientifique permettant de classer, de découper [...] mais aussi une clarté idéologique ou politique », in « *Le "rural profond" français* », textes rassemblés par R. Béteille et S. Montagné-Villette.

et de vacances. Une approche diachronique pourrait compléter la dimension historique des générations et des territoires. Une autre approche, compréhensive, au moyen d'entretiens, permettrait de mieux cerner les ajustements et les décalages entre les pratiques des lieux, des hommes, et les représentations. Il serait intéressant de voir comment les catégories spatiales de rural et d'urbain, de ville et de campagne font sens aujourd'hui. L'observation des lieux quotidiens, la diversité des articulations des rapports à la ville, le rôle du contexte spatial, les rapports entre les générations, entre hommes et femmes, pourraient nourrir de nouvelles recherches, étudiant les trajectoires socio-spatiales des ruraux.

